

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
31776 COLOMIERS cedex

COLOMIERS, le 12/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARP SUD OUEST

8, impasse Didier Daurat
31400 Toulouse

Références : 2023-911
Code AIOT : 0006802340

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2023 dans l'établissement SARP SUD OUEST implanté 8, impasse Didier Daurat 31400 Toulouse. L'inspection a été annoncée le 18/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARP OSIS SUD OUEST
- 8, impasse Didier Daurat 31400 Toulouse
- Code AIOT : 0006802340
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SARP OSIS SUD OUEST exploite à Toulouse une installation de regroupement de déchets dangereux liquides avant transfert vers les filières de traitement et de valorisation ainsi qu'une installation de traitement des eaux souillées aux hydrocarbures.

Au titre des installations classées, elle est autorisée depuis le 11/05/1988 et réglementée en dernier lieu par l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) du 22 décembre 2022 qui encadre notamment le réexamen des prescriptions de l'autorisation préfectorale suite aux nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) relatives aux installations de traitement de déchets.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- vérification des exigences réglementaires en matière de rejets aqueux :
 - respect du programme de surveillance,
 - respect des transmissions des résultats,
 - vérification de la mise en œuvre des contrôles de recalage et du suivi des actions correctives proposées en cas de dérive de l'autosurveillance,
 - pour les mesures de surveillance réalisées par un organisme ou un laboratoire externe, vérification de l'accréditation et/ou agrément.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Surveillance des rejets aqueux – Respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 29/12/2022, article 4.4.10	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Contrôle étanchéité des cuves	Arrêté Préfectoral du 21/07/2017, article 7.3.5	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 21/07/2017, article 4.3.2
2	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 21/07/2017, article 4.4.7
3	Surveillance des rejets aqueux – Fréquence de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-1 Arrêté Préfectoral du 29/12/2022, article 9.2.2
5	Surveillance des rejets aqueux – Dépassements et actions correctives	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
6	Surveillance des rejets aqueux – Transmission des résultats	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
7	Surveillance des rejets aqueux – Accréditation	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
8	Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a essentiellement porté sur la vérification des exigences réglementaires en matière de rejets aqueux. Il en ressort que l'exploitant respecte le programme de surveillance défini dans son arrêté et que les mesures de surveillance sont réalisées par un laboratoire externe accrédité. Toutefois, l'inspection a relevé un fait non conforme sur cette thématique relatif à des dépassements récurrents de la VLE en indice phénols des rejets en sortie de station de traitement. Des actions correctives sont attendues de la part de l'exploitant sur ce sujet.

En complément, un autre fait non conforme, pour lequel une action corrective est attendue, a également été relevé concernant le contrôle d'étanchéité de la cuve de stockage des déchets liquides hydrocarburés en attente de traitement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2017, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. [...]
Constats : L'exploitant dispose d'un plan à jour (décembre 2019) des réseaux « eaux pluviales », « eaux usées sanitaires » et « eaux usées process » (eaux industrielles). Le plan présenté fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none">- les secteurs collectés et les réseaux associés ;- les dispositifs de traitement (fosses de décantation, séparateurs d'hydrocarbures) ;- les points de rejet des différents réseaux. Ce point n'appelle pas d'observation particulière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2017, article 4.4.7
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement
Prescription contrôlée : Sur les ouvrages de rejet d'effluents liquides n°1 et n°3 est prévu un point de prélèvement d'échantillons. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : L'accès au point de rejet des eaux pluviales (point de rejet n° 1) s'effectue par un regard situé au sein d'une enceinte sécurisée (enceinte grillagée équipée d'un portillon d'accès), permettant l'intervention des organismes extérieurs sans nécessité de la présence de l'exploitant. L'ouverture du regard a pu s'effectuer sans difficulté lors de la visite et les opérations de prélèvement ne semblent pas présenter de difficultés particulières. Pour ce qui est du point de rejet en sortie de station de traitement (point de rejet n°3), celui-ci est totalement accessible, les effluents aqueux s'écoulant dans le réseau « eaux usées process » via un déversoir dont une partie est à l'air libre. Il a pu être observé que les eaux traitées en sortie de station sont claires mais légèrement moussantes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance des rejets aqueux, Fréquence de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I et Arrêté Préfectoral Complémentaire du 29/12/2022, article 9.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de surveillance
Prescription contrôlée : <u>Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I</u>

Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.

Arrêté Préfectoral Complémentaire du 29/12/2022, article 9.2.2

Une mesure des concentrations des différents effluents aqueux doit être effectuée selon les périodicités définies ci-dessous. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué :

- pour le rejet n°1 : soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure ;
- pour le rejet n°2 : soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure ; les prélèvements doivent être réalisés lors d'une opération de lavage de citerne de matières de vidange en cours ;
- pour le rejet n°3 : pour autant que l'effluent soit bien mélangé et homogène, à partir d'un échantillon ponctuel, prélevé avant le rejet.

L'exploitant tient un registre où sont consignés les volumes des eaux issues de la station de traitement (rejet n°3) rejetées ou, le cas échéant, réinjectées en tête de station en cas de dépassement de la VLE en concentration définie en DCO ou Indice phénols.

Les dispositions de surveillance minimales suivantes sont mises en œuvre :

Paramètre	Fréquence d'analyse		
	Rejet 1 (pluvial)	Rejet 2 (eaux usées)	Rejet 3 (station de traitement)
Température	Annuelle	Trimestrielle	A chaque bâchée
pH	Annuelle	Trimestrielle	A chaque bâchée
DCO	Annuelle	Trimestrielle	A chaque bâchée
Hydrocarbures totaux	Annuelle	Trimestrielle	A chaque bâchée
Indice phénols	Annuelle	Trimestrielle	A chaque bâchée
MES	Annuelle	Trimestrielle	Hebdomadaire
Métaux (As, Cd, Cr, Cu, Ni, Pb, Zn, Hg, Mn)	Annuelle		Trimestrielle
Chrome hexavalent	Annuelle		Trimestrielle
Cyanure libre (CN ⁻)	-	-	Trimestrielle
AOX	-	-	Trimestrielle
BTEX	-	-	Trimestrielle
Phosphore	-	-	Trimestrielle

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2. sont réalisées sur tous les paramètres une fois par trimestre pour le rejet 3 et une fois par an pour les rejets 1 et 2.

Constats :

L'exploitant procède à la surveillance de ses rejets aqueux selon la fréquence définie ci-dessus. Les rapports d'analyses correspondants ont pu être présentés.

À noter que les prescriptions ci-dessus nécessitent d'être modifiées afin de n'imposer une surveillance des rejets aqueux que sur les points de rejet n° 1 et n° 3, les eaux usées sanitaires n'ayant pas vocation à faire l'objet d'une surveillance au titre de la réglementation des installations classées. Le cadre Gidaf a d'ores et déjà été modifié en conséquence.

L'exploitant précise qu'il ne dispose toujours pas d'une convention de déversement signée avec Toulouse Métropole, mais seulement d'une convention précaire.

Si les VLE de cette convention sont similaires à celles de l'arrêté préfectoral (cf. fiche de constat ci-après), les fréquences de surveillance et les modalités d'échantillonnage diffèrent.

La convention de déversement de Toulouse Métropole prévoit notamment une prise d'échantillon sur 24h alors que l'arrêté préfectoral prévoit un prélèvement sur 30 min (ou 2 prélèvements ponctuels espacés de 30 min le cas échéant).

Les derniers rapports d'analyses des eaux pluviales et des eaux usées des 25-26/10/2023 indiquent que les prélèvements ont été effectués sur 24 heures.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance des rejets aqueux, Respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2022, article 4.4.10

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émission (VLE)

Prescription contrôlée :

Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté.

Paramètres	VLE en concentration (en mg/l)		
	Rejet n°1 (Pluvial)	Rejet n°2 (Eaux usées)	Rejet n°3 (Station de traitement)
DCO	125	2000	
DBO ₅	25	800	
MES	35	600	
HCT	10		
Indice phénols	0,3		
Arsenic (As)	0,1		
Cadmium (Cd)	0,1		
Chrome (Cr)	0,3		
Cuivre (Cu)	0,5		
Nickel (Ni)	0,5		
Plomb (Pb)	0,3		
Zinc (Zn)	2		
Mercure (Hg)	0,01		
Manganèse (Mn)	1		
Cr VI	0,1		
Cyanure libre (CN-)	0,1		
AOX	1		
Phosphore	3		

Constats :

Les rapports d'analyses des prélèvements effectués les 25-26/10/2023 (sur 24h) montrent que les VLE sont respectées, y compris l'indice phénols.

Toutefois, **les précédentes analyses des eaux en sortie de station effectuées le 06/10/2023 présentaient un dépassement de l'indice phénol (1,6 mg/L pour une VLE fixée à 0,3 mg/L).**

Les résultats d'autosurveillance consultés sur l'application Gidaf pour les années 2022 et 2023 présentent également **plusieurs dépassements, en indice phénols en particulier.**

L'exploitant explique ces dépassements par la présence de phénols dans les liquides de refroidissement en mélange avec les huiles usagées (huiles usagées en provenance des déchetteries et des garages le plus souvent) et dans le carburant E10 (ethanol). Il indique avoir renforcé les contrôles à l'admission des lots arrivant de ces types de clients et précise avoir déjà été amené à refuser des lots.

L'inspection considère que les critères d'admission pourraient utilement être revus, avec des teneurs en indice phénol revues à la baisse de façon à garantir la conformité de ses rejets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Surveillance des rejets aqueux, Dépassements et actions correctives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Dépassements et actions correctives
Prescription contrôlée : Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : La consultation des résultats transmis via l'application Gidaf montre que l'exploitant commente les dépassements et indique les actions correctives prévues. Les dépassements en DBO5 de juillet 2023 et en indice phénols d'octobre 2023 ont notamment été commentés et des actions correctives proposées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance des rejets aqueux, transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des résultats de l'autosurveillance
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : L'exploitant transmet régulièrement les résultats de son autosurveillance des rejets aqueux via l'application Gidaf, selon les fréquences prévues par les dispositions de son arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance des rejets aqueux, Accréditation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Risques chroniques, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant
Prescription contrôlée : Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de

l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : Les prélèvements et analyses des rejets aqueux sont effectués par le Laboratoire d'Analyses en Environnement (LAE) d'Escalquens. L'attestation d'accréditation COFRAC du laboratoire a été présentée. Celle-ci porte notamment sur la prise d'échantillons en vue d'analyses physico-chimiques et l'ensemble des paramètres analysés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Contrôle de recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage
Prescription contrôlée : Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Pour les analyses de substances dans l'eau, l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.
Constats : Dans la mesure où l'autosurveillance des rejets aqueux est effectuée par un prestataire externe à l'exploitant, dans les mêmes conditions qu'un contrôle externe, un contrôle annuel de recalage n'est pas nécessaire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Contrôle étanchéité des cuves

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2017, article 7.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle étanchéité des cuves
Prescription contrôlée : L'exploitant procède ou fait procéder à l'inspection visuelle 2 fois par an de ses cuves de stockage et à un contrôle d'étanchéité tous les 3 ans.
Constats : L'exploitant procède à un contrôle visuel semestriel de ses cuves de stockage. Ces contrôles sont enregistrés dans un cahier de suivi qui a pu être consulté pour les années 2022 et 2023. Le contrôle d'étanchéité des cuves est assuré par des épreuves acoustiques, dont les dernières ont été effectuées le 29/04/2022. Les contrôles ont porté sur les 3 cuves de regroupement des eaux souillées industrielles de 30 m³ chacune (situées au fond du site), mais pas sur celle de 50 m³ qui sert au stockage des eaux souillées aux hydrocarbures avant traitement, car l'exploitant la considère comme une cuve « process » et non pas de stockage. Dans la mesure où cette cuve contient en permanence des eaux souillées, l'inspection estime qu'elle peut être considérée comme une cuve de stockage, au même titre que les cuves de regroupement, et qu'elle doit, à cet égard, faire l'objet des mêmes contrôles d'étanchéité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois